

À l'attention de
M. Jean-Claude Juncker

Cher Monsieur,

Il est probable que le Parlement européen approuvera cette semaine votre nomination comme Président de la Commission européenne.

Le fait que vous soyez le candidat du parti politique le plus important issu des élections européennes est un petit pas en avant pour la démocratie européenne.

J'espère pouvoir compter sur la fructueuse coopération que nous avons établie par le passé et vous rencontrer dans votre nouveau rôle à nos réunions du Sommet social tripartite.

Vous allez assumer un rôle directeur essentiel pour l'Union européenne à un moment où une nouvelle voie est plus que jamais nécessaire. Du fait de la crise et des politiques d'austérité qui ont été menées par la suite, l'Europe est face au risque d'une génération perdue. Il y a 26 millions de chômeurs en Europe. 7,5 millions de jeunes ne travaillent pas et ne suivent pas d'études ou de formation. Les salaires ont chuté dans 18 des 28 états membres au cours des cinq dernières années.

L'Organisation internationale du travail, l'agence des Nations unies, a récemment publié un rapport qui constate que « Le coût de l'ajustement est supporté par les populations qui sont confrontées à des suppressions d'emplois et des revenus plus faibles depuis plus de cinq ans. Les faibles niveaux de revenu des ménages donnent lieu à une baisse de la consommation intérieure et de la demande, ce qui freine la reprise. Les réussites du modèle social européen, qui avait su considérablement réduire la pauvreté après la Seconde Guerre mondiale, sont minées par des réformes d'ajustement à court terme. »

Le Sommet du Conseil européen qui vous a désigné a également adopté un agenda stratégique dans lequel les chefs de gouvernement de l'UE reconnaissent que « le chômage reste notre première préoccupation ».

Cet agenda stratégique inclut des engagements à « s'attaquer aux besoins d'investissement restés en souffrance dans les infrastructures de portée européenne liées aux transports, à l'énergie et aux télécommunications ainsi que dans l'efficacité énergétique, l'innovation et la recherche, les compétences et l'éducation », à « mobiliser à ces fins la bonne formule en termes de financement privé et public » et à « une mobilisation immédiate des instruments financiers existants et au développement de nouvelles capacités financières ».

Je ne saurais trop insister auprès de vous sur l'importance de poursuivre et de mettre en œuvre ses engagements. Les principaux partis politiques ont été sanctionnés par les électeurs lors du scrutin européen précisément parce que ceux-ci en ont assez du chômage, de l'austérité et de la pauvreté et des inégalités croissantes.

La réduction des dépenses publiques, la déréglementation, la libéralisation et le gel des salaires – soit les principes présidant aux recommandations économiques de la

Commission européenne – ne font rien pour stimuler la demande et favoriser la croissance. De nouvelles initiatives sont nécessaires, et des investissements avant tout, pour encourager la demande et créer des emplois.

J'attends avec impatience l'occasion de pouvoir vous présenter nos propositions pour mettre en pratique l'agenda stratégique du Conseil.

Veillez croire, cher Monsieur Juncker, en l'assurance de ma très haute considération.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'B. Ségol', written in a cursive style.

Bernadette Ségol
Secrétaire générale